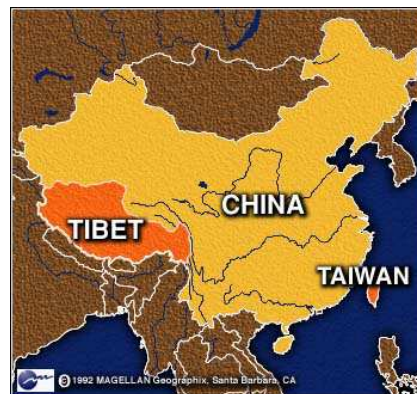


Document L : La Chine et le Tibet

Chine et Tibet, une si longue histoire

LE MONDE | 23.03.2008 - Propos recueillis par Frédéric Bobin

Le Tibet est agité de troubles depuis une semaine. Quel est le fondement historique de cette prétention chinoise sur le Tibet ? Les sources chinoises ne s'accordent pas sur la date à laquelle, selon elles, le Tibet serait devenu une partie intégrante de la Chine. Disons brièvement qu'elles remontent soit à la dynastie mongole des Yuan (1277-1367), soit à celle mandchoue des Qing (1644-1911). Sous les Yuan, une relation très particulière avait été scellée entre des religieux tibétains et Kubilaï Khan, qui allait régner sur l'Empire mongol dans lequel la Chine et le Tibet étaient intégrés au même titre. Il s'agissait d'une relation politico-religieuse entre un maître spirituel et un protecteur laïc dans laquelle le maître donnait enseignements et initiations, et le laïc assurait sa protection et faisait des dons. Les différents protagonistes jouèrent sur l'ambiguïté de cette relation qui se poursuivit, mais de manière beaucoup moins forte, avec certains empereurs de la dynastie chinoise des Ming (1368-1644). Ceux-ci ne considéraient d'ailleurs nullement le Tibet comme une partie intégrante de leur territoire puisque celui qui fonda cette dynastie envoya lors de son avènement une lettre au Tibet, comme il l'avait fait pour les autres pays. Sous la dynastie mandchoue des Qing les relations entre le Tibet et la Chine connurent un changement. Cette relation de maître spirituel à protecteur laïc perdit, mais n'était pas comprise de la même manière par chaque partie. Pour les Tibétains, elle était purement religieuse, alors que les empereurs mandchous, bien que bouddhistes, l'utilisaient afin de se concilier les Tibétains et les Mongols. Cette relation est présentée actuellement comme une relation de subordination par les Chinois et est utilisée pour revendiquer le Tibet. Suite à de nombreux troubles, le pouvoir impérial intervint dans les affaires tibétaines et à partir de 1720, des administrateurs chinois et une garnison furent installés au Tibet.



Comment cet héritage a-t-il pesé au XXe siècle ?



Au début du XXe siècle, le Tibet devint le centre d'un enjeu géopolitique, notamment dans le cadre du "grand jeu" qui opposait en Asie centrale l'Angleterre à la Russie. Les Britanniques voulaient ouvrir des voies commerciales au Tibet. Ne recevant aucune réponse du gouvernement tibétain, en 1904, ils pénétrèrent au Tibet et parvinrent à Lhasa. Le treizième dalaï-lama s'enfuit en Mongolie puis en Chine. En 1910, peu après son retour au Tibet, la dynastie Qing chercha à prendre véritablement le contrôle du Tibet et envoya une armée. Le dalaï-lama trouva refuge en Inde.

L'effondrement de la dynastie Qing en 1911 lui permit de revenir au Tibet et de proclamer l'indépendance de son pays. En 1949, Mao proclama la République populaire de Chine. Il affirma la souveraineté de la Chine sur le Tibet et eut les moyens militaires de l'imposer. En, 1965, la "Région autonome du Tibet" fut fondée et les régions traditionnelles du Tibet - Kham et Amdo - furent définitivement intégrées dans les provinces chinoises du Qinghaï, Gansu, Yunnan et Sichuan. Pour justifier l'ancienneté de leurs liens avec le Tibet, les Chinois évoquent aussi souvent l'alliance entre un monarque tibétain et une princesse chinoise. Il est vrai que Songtsen Gampo, le premier grand roi tibétain, qui régna dans la première moitié du VIIe siècle, épousa une princesse chinoise qu'il avait obtenue sous la menace militaire. Cette princesse, une fervente bouddhiste, fit construire un temple à Lhasa et apporta de Chine une statue de Bouddha que les fidèles continuent d'honorer de nos jours dans le grand temple de Lhasa. Les Chinois exploitent cet épisode pour faire remonter leur influence à une date ancienne alors que le Tibet était à cette époque une puissance considérable très crainte par la Chine. En moins d'un siècle, l'empire tibétain s'était alors taillé un territoire gigantesque allant du nord de l'Asie centrale à la Chine, dont la capitale Xian est même conquise. C'est à ce moment que le bouddhisme est introduit et deviendra religion d'Etat au VIIIe siècle. C'est une période de grand essor culturel et intellectuel que les Tibétains appellent la "première diffusion du bouddhisme". Le Tibet

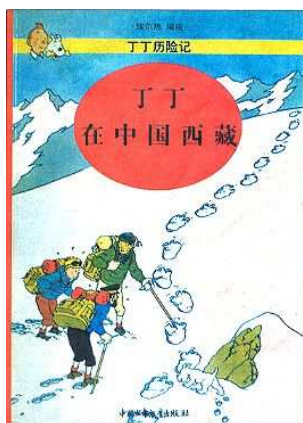
était-il une théocratie ? Le dalaï-lama est considéré comme l'émanation de la divinité protectrice du Tibet, le bodhisattva de la compassion Avalokiteshvara. Le nom de dalaï-lama apparaît au XVI^e siècle à la suite de la rencontre en 1578 entre un chef mongol et le troisième maître d'une lignée de religieux éminents. Mais ce n'est qu'en 1642 que le cinquième dalaï-lama reçoit, des mains de Gushri Khan, chef des Mongols Qoshot, dont il est le maître religieux, la souveraineté sur le pays.



Le Parti communiste chinois prétend avoir "libéré" le Tibet de la noblesse esclavagiste. Existait-il un "esclavage" au Tibet avant 1949 ?

Le mot "esclave" est parfaitement impropre. Très schématiquement, on peut dire que le Tibet était une société à strates, très hiérarchisée, dans laquelle existait une séparation nette entre religieux et laïcs. Les laïcs étaient divisés en trois strates : la noblesse, le peuple, la strate inférieure (bouchers, pêcheurs...). Trois groupes seulement pouvaient être propriétaires : l'Etat, le clergé et les nobles. Le terme de "serfs", appliqué aux paysans, est contesté par certains tibétologues, qui préfèrent celui de "gens du commun" ou "sujets". En fait, les paysans, la grande majorité du peuple, étaient héréditairement liés à la terre et devaient des taxes qui étaient versées en argent, en nature, mais la plupart étaient sous forme de travail, essentiellement le travail de la terre. En dépit de cette structure qui peut paraître rigide, il y avait en fait une grande flexibilité. Ces paysans avaient des devoirs mais jouissaient aussi de droits. Les seigneurs n'avaient aucunement pouvoir de vie et de mort sur eux. Il ne s'agissait pas du tout d'un système idéal, mais il n'avait rien à voir avec de l'esclavage.

Pékin invoque souvent les bienfaits économiques de sa présence. Qu'en est-il ?



S'il est vrai que de nombreux changements ont commencé avec l'arrivée des communistes, il est tout aussi vrai que même sans eux, le Tibet se serait modernisé. Un économiste anglais, A.M. Fischer, a montré combien la croissance, au Tibet, est génératrice d'exclusion, une grande part de la population, principalement les Tibétains, n'ayant pas les moyens de participer à cette croissance. Depuis une cinquantaine d'années, la politique de financement du Tibet par les autorités centrales est motivée par des stratégies militaires et place le Tibet sous la totale dépendance de ces subventions. Les compagnies de construction viennent généralement d'autres régions de Chine. De plus, les ouvriers sont essentiellement des travailleurs chinois, souvent meilleurs du fait de leur formation. La construction du train reliant les grandes villes de Chine à Lhassa a facilité la venue de nombreux migrants chinois. Par ailleurs, la nécessité de devoir parler couramment le mandarin pour trouver un travail ne permet pas aux Tibétains d'entrer en compétition avec les Chinois sur le marché du travail. Les bénéficiaires de ce boom économique sont les migrants Hans et quelques privilégiés

tibétains, ce qui explique l'énorme frustration que ressentent les Tibétains.

Peut-on vraiment parler de "génocide culturel" au Tibet, selon la formule du dalaï-lama ? Je n'aime pas trop ce terme. Mais il est vrai que si la situation ne change pas, on s'achemine vers la disparition de la civilisation tibétaine. La langue est en danger : dans la Région autonome, l'enseignement est en chinois à partir du collège et le tibétain n'est pas utilisé dans l'administration. Il est vrai que la situation est meilleure en dehors de la Région autonome, car il existe des collèges et des lycées où le tibétain est la langue d'enseignement. Une autre frustration vient des restrictions sur les questions religieuses. Certes, de nombreux monastères ont été reconstruits. Des activités religieuses s'y déroulent. Mais, depuis 1995, la situation s'est durcie. Les photos du dalaï-lama sont interdites aussi bien en public qu'en privé ; les fonctionnaires d'Etat n'ont pas le droit de pratiquer ; il y a des cours d'éducation patriotique dans les monastères ; il faut remplir certaines conditions pour entrer au monastère.

Pourquoi la Chine est-elle aussi intraitable sur le Tibet. Au fond, quel est l'enjeu pour elle ?

Outre une revendication idéologique qui s'inscrit dans l'histoire du nationalisme chinois, c'est certainement la position géostratégique du Tibet qui explique l'attitude de la Chine. On ne peut oublier l'immense superficie de ce pays. Le Grand Tibet, c'est-à-dire le Tibet historique, représente un quart de la Chine. Si l'on ajoute à cela que dix des plus grands fleuves de l'Asie y prennent leur source et que les richesses minières y sont abondantes, on peut comprendre la position si intraitable des gouvernants chinois. A leurs yeux, perdre le Tibet porterait en germe la désagrégation de leur empire multiethnique. Après le Tibet, le Turkestan oriental (Xinjiang), qui connaît lui aussi des troubles endémiques, pourrait se manifester plus violemment. Si vous enlevez à la Chine le Tibet, le Xinjiang et la Mongolie intérieure, il ne lui reste plus qu'un espace considérablement réduit.



En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2008/03/23/chine-et-tibet-une-si-longue-histoire_1026383_3216.html#E4OfKGgR1LToxsJ0.99